

Les dirigeants du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) se sont déclarés favorables à une adhésion de la Jordanie et du Maroc à leur groupement régional.

Passé l'effet d'annonce, les débats sur la question n'ont pas tardé à surgir sur les réelles motivations de cette alliance qui se profile et qui porte les germes d'un tournant stratégique dans les relations extérieures du Maroc.

La réponse marocaine, même si elle a surpris les observateurs politiques, reste inscrite dans la continuité d'une stratégie de développement des liens économiques avec différentes régions du monde. Rappelons-le, le Maroc a conclu des ALE et des accords tarifaires avec plus de 53 pays (UE, pays de l'AELE, Etats-Unis d'Amérique, Turquie, les EAU, Tunisie, Sénégal, Egypte et pays du QUAD...).

Le trait commun de tous ces accords est que leurs signataires n'ont pas de frontières géographiques avec le royaume, qui semble avoir le mieux compris que la géographie n'a presque plus d'importance dans les relations économiques mondiales.

Certains analystes placent cette éventuelle adhésion au CCG comme une réaction à des contraintes internes aux membres de ce groupement. En fait, les explications trouvent leur origine dans des aspects plus profonds d'ordre historique, stratégique et enfin économique. Historiquement, le Maroc figure parmi les propulseurs de l'action

arabe commune, comme en témoigne le nombre de sommets abrités sur son sol. Se joindre au CCG, c'est finalement adhérer à un sous-ensemble d'un tout qui est la Ligue arabe dont les membres sont d'ailleurs en négociations avancées pour la création d'une union

douanière avec un tarif douanier commun et un code des douanes arabe.

Sur le plan stratégique, les membres du CCG, qui rassemblent 900 milliards de dollars de PIB, aspirent à se positionner comme une nouvelle puissance qui aura la voix haute face aux groupements économiques régionaux grâce à ses atouts financiers, énergétiques et diplomatiques. Actuellement, la population des pays

membres du CCG est estimée à 38,6 millions d'habitants. Avec l'entrée de la Jordanie et du Maroc, cette population doublera et passera à près de 78 millions d'habitants (l'équivalent de la population de l'Iran, comme par hasard !). De surcroît, la marge de manœuvre de cet ensemble sera renforcée par l'ouverture sur six étendues marines : Golfe persique, Mer Rouge, Méditerranée, Mer Morte, océans Indien et Atlantique. Il aura aussi le contrôle, ou sera proche, de passages et de détroits sensibles : Gibraltar, Suez via la Mer rouge, et Ormuz. Le CCG, grâce au Maroc, bénéficiera également d'une implantation en Afrique et d'une proximité avec l'Europe.

Sur le plan économique, le Maroc est en quête d'investissements directs soutenus pour financer les chantiers et mégaprojets structurants en cours et contribuer ainsi à l'accélération du développement économique et social de ses populations. Les économies du CCG, pour leur part, qui détiendront plus de 3,500 milliards de dollars en IDE d'ici 2020, sont à la recherche d'opportunités d'investissements dans un environnement sécurisé, stable et prometteur.

Les recettes des fonds en provenance de cette région ont enregistré une remarquable progression depuis 2003 pour atteindre 3,8 MMDH en 2010, soit 12% du total des IDE au Maroc. Toutefois, pour qu'ils soient profitables, ces IDE doivent d'ores et déjà s'inscrire dans une logique de partenariat durable et non plus dans une logique courttermiste de spéculation.

Les exportations marocaines, notamment celles des produits agricoles et agroalimentaires, trouveraient alors un marché à fort pouvoir d'achat sans contraintes de quotas comme c'est le cas avec l'UE.

Le Maroc pourrait aussi devenir une plate-forme d'exportation pour les investissements arabes vers les pays de l'UE et les Etats-Unis.

L'offre marocaine concernera des domaines de dernière génération : NTIC, énergie solaire, logistique, métiers de l'aéronautique, tourisme, agroalimentaire et services financiers.

Faut-il donc voir dans cette invitation une aubaine pour l'économie marocaine et la perspective d'un ingrédient d'Orient qui viendrait édulcorer la recette stratégique qui projette l'émergence économique en 2020, notamment en ces moments d'incertitudes ?



Mohamed EZZAHRAOUI

Ces IDE provenant du CCG doivent d'ores et déjà s'inscrire dans une logique de partenariat durable et non plus dans une logique courttermiste de spéculation.